



Les grands titres:

- Mali : le Conseil de sécurité de l'ONU exige la cessation immédiate des hostilités
- Au Népal, la chef de l'humanitaire de l'ONU appelle à renforcer l'aide internationale
- Soudan du Sud : le nombre de réfugiés en Ethiopie franchit le cap des 200.000, selon le HCR
- L'ONU organise une cérémonie commémorative pour célébrer la liberté de la presse
- Burundi : l'ONU s'inquiète de l'escalade de la répression gouvernementale
- Syrie : l'ONU annonce une série de consultations avec les parties au conflit à Genève

Mali : le Conseil de sécurité de l'ONU exige la cessation immédiate des hostilités



1 mai - Les membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont exprimé vendredi leur profonde préoccupation face à la flambée de violence au Mali qui menace de saper le processus de paix depuis le 27 avril dernier et ont exigé la cessation immédiate des hostilités.

Selon la presse, le 27 avril, des éléments du Groupe d'auto-défense touareg imghad et alliés (GATIA) et du Mouvement arabe de l'Azawad – Plateforme (MAA-Plateforme) sont entrés dans la ville de Ménaka (région de Gao) qui, en vertu des arrangements du cessez-le-feu, est sous le contrôle du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA). Les combats se sont poursuivis dans les environs de Ménaka le 28 avril.

Le 29 avril, des éléments de la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) ont attaqué des baraquements de la Garde nationale à Goundam (région de Tombouctou) tuant deux Gardes nationaux et un enfant.

Dans une déclaration de presse rendue publique au siège de l'ONU à New York, le Conseil de sécurité a exhorté les parties à respecter leurs engagements et obligations en vertu de l'accord de cessez-le-feu signé le 23 mai 2014 et des déclarations de cessation des hostilités du 24 juillet 2014 et du 19 février 2015.

Les membres du Conseil ont souligné que les attaques perpétrées depuis le 27 avril 2015, notamment à Ménaka, Goundam et Léré, constituent une violation claire du cessez-le-feu, et se sont dit prêts à considérer le vote de sanctions ciblées contre les parties ne respectant pas le processus de paix.

Le Conseil des 15 membres a réaffirmé sa confiance envers le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies dans le pays, Mongi Hamdi, et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) pour tenter de désamorcer les tensions.

Les membres du Conseil de sécurité ont exhorté les parties, y compris les groupes armés de la Coordination, à rester engagés dans le processus de paix et à participer de manière constructive aux négociations devant aboutir à la signature d'un projet d'accord de paix et de réconciliation au Mali le 15 mai prochain à Bamako.

Au Népal, la chef de l'humanitaire de l'ONU appelle à renforcer l'aide internationale



1 mai - En visite au Népal, la chef de l'humanitaire des Nations Unies, Valerie Amos, et le Commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises, Christos Stylianides, ont appelé vendredi la communauté internationale à poursuivre son soutien aux millions de Népalais touchés par le séisme du samedi 27 avril.

La semaine dernière, un séisme de magnitude 7,8 – le plus puissant jamais enregistré dans ce pays en 80 ans – a secoué le Népal, tuant des milliers de personnes et rendant plusieurs millions d'individus dépendants de l'aide alimentaire. Au lendemain de la catastrophe, la communauté internationale humanitaire a lancé un plan de secours d'urgence en partenariat avec le gouvernement népalais, pour organiser la recherche et le sauvetage des survivants et fournir des soins médicaux d'urgence, de l'eau potable et de la nourriture aux victimes de la catastrophe.

Mme Amos et M. Stylianides sont actuellement en visite au Népal afin de constater l'étendue des dégâts sur le terrain et d'évaluer l'ampleur des besoins.

« Je suis touchée et réconfortée par la générosité et la solidarité manifestées à ce jour », a déclaré la Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires dans un communiqué de presse à Katmandou, « mais je suis également consciente de la nécessité urgente de fournir des abris d'urgence, des biens et des services de base aux personnes touchées alors que la saison de la mousson approche rapidement ».

« Le défi auquel nous faisons face est gigantesque », a quant à lui ajouté M. Stylianides, soulignant que l'Union européenne continuerait de fournir tout le soutien nécessaire pour aider le pays à se reconstruire.

À ce jour, environ 53 millions de dollars ont été fournis à l'appui du plan humanitaire d'urgence, un montant qui prend en compte les donations bilatérales des Etats membres, le financement reçu dans le cadre de l'appel de fonds de 415 millions de dollars lancé par l'ONU le 29 avril dernier et les 15 millions de dollars mis à disposition par le Fonds central pour les interventions d'urgence.

« La détérioration rapide des conditions météorologiques à l'approche de la saison de la mousson est susceptible de présenter un défi logistique supplémentaire pour l'acheminement de l'aide humanitaire. Nous avons immédiatement besoin de financement supplémentaire pour continuer les opérations de secours », a insisté la Secrétaire générale adjointe.

Soudan du Sud : le nombre de réfugiés en Ethiopie franchit le cap des 200.000, selon le HCR



1 mai - Le nombre de réfugiés du Soudan du Sud ayant fui en direction de l'Ethiopie depuis que les combats ont éclaté dans le pays à la mi-décembre 2013 a franchi le cap des 200.000 personnes, a déclaré vendredi le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), qui prévoit une accélération du phénomène dans les semaines à venir.

« Nous devons sauver des vies. Nous procédons actuellement à l'enregistrement des réfugiés au moyen d'une présence accrue de notre personnel déployé sur le terrain aux points d'entrée », a précisé le responsable du bureau éthiopien du HCR à Gambella,

Alexander Kishara.

« Le HCR travaille également avec ses partenaires pour fournir de l'eau, des services d'assainissement et des abris [aux réfugiés] », a-t-il ajouté.

Environ 199.000 réfugiés du Soudan du Sud se trouvent désormais dans la région de Gambella, dans l'ouest de l'Ethiopie, et près de 3.000 autres ont trouvé refuge dans la région voisine de Benishangul Gumuz. Le personnel du HCR sur le terrain a

observé une forte augmentation des arrivées de réfugiés depuis le début de l'année, passées de 1000 personnes par mois durant le premier trimestre 2015 à plus de 4.000 en avril. En outre, l'agence estime que plus de 10.000 réfugiés supplémentaires sont actuellement en train de converger vers la région de Gambella.

Selon le HCR, les réfugiés, qui sont accueillis dans divers camps dont la taille s'agrandit au fur et à mesure, sont principalement des femmes, des enfants et des personnes âgées, la plupart ayant fui la reprise des combats dans les Etats du Haut-Nil et de Jonglei ou par mesure de précaution. Certains jeunes hommes affirment également avoir fui la conscription forcée, a précisé le HCR.

Ces nouvelles arrivées viennent s'ajouter à une population de réfugiés déjà nombreuse en Ethiopie, le plus grand pays d'accueil de réfugiés d'Afrique, qui compte actuellement près de 700.000 personnes en provenance des pays voisins, y compris du Soudan du Sud, du Soudan, de la Somalie et de l'Érythrée.

L'ONU organise une cérémonie commémorative pour célébrer la liberté de la presse



1 mai - A l'approche de la Journée mondiale de la liberté de la presse, une cérémonie de commémoration a été organisée vendredi au siège de l'Organisation à New York, durant laquelle les participants ont plaidé en faveur d'une plus grande égalité des sexes dans les médias et de conditions de sécurité renforcées pour les journalistes.

En prévision de la Journée mondiale de liberté de la presse le 3 mai prochain, qui tombera cette année un dimanche, l'ONU et l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ont organisé une cérémonie de commémoration à New York sur le thème choisi pour son édition 2015 : « Laissez le journalisme prospérer ! Vers une meilleure couverture de l'information, l'égalité des sexes et la sécurité à l'ère du numérique ».

Dans un discours prononcé à cette occasion, la Secrétaire générale adjointe à l'information, Cristina Gallach, a déclaré que cet événement « est l'occasion d'aborder deux sujets cruciaux, à savoir l'égalité des sexes [dans les médias] et la sécurité des journalistes, particulièrement à l'ère du numérique, où la protection contre la surveillance est amenée à devenir de plus en plus importante ».

Notant que 2015 est une année historique au cours de laquelle l'ONU célébrera son 70ème anniversaire et la communauté internationale devra prendre des décisions capitales sur les questions du développement durable, du changement climatique et du financement du développement, Mme Gallach a déclaré : « Il est de bon ton de réaffirmer aujourd'hui la pertinence du droit à la liberté d'expression, sans laquelle nous ne serions pas en mesure d'atteindre nombre des objectifs fixés pour 2015 ».

Egalement présent lors de la cérémonie, le Président de l'Assemblée générale de l'ONU, Sam Kutesa, a rendu hommage au travail effectué par les journalistes.

« Ces hommes et ces femmes effectuent souvent leur travail important dans des conditions inhospitalières. Depuis le confort et la sécurité de nos maisons et de nos lieux de travail, ils nous permettent d'en apprendre davantage sur des questions essentielles à travers le monde, dont certaines ont trait à des événements sombres et troublants », a-t-il ajouté.

« Sans eux, nous aurions du mal à prendre connaissance d'évènements heureux dans les coins les plus reculés du monde. De la même façon, nous ne serions pas en mesure d'entendre les cris de ceux que l'on tente de réduire au silence ou d'être au courant des injustices qui sont commises », a poursuivi le Président de l'Assemblée.

Déplorant le fait que 40 journalistes et membres du personnel des médias aient perdu la vie depuis le début de l'année 2015, sans compter ceux, encore plus nombreux, actuellement retenus en otage, M. Kutesa a tenu à rappeler le message de la Déclaration universelle des droits de l'homme : la liberté de tous de rechercher, recevoir et diffuser des informations ne doit pas être entravée.

« Je demande instamment à tous les Etats membres de faire tout leur possible pour faire respecter ces droits pour la presse et

le personnel des médias. Nous devons nous efforcer de garantir ces normes universelles », a-t-il insisté.

Au nom du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, qui est actuellement en déplacement en Europe, sa Directrice de cabinet, Susana Malcorra, a fait observer une minute de silence à la mémoire des journalistes ayant perdu la vie dans l'exercice de leur fonction.

Le 3 mai a été proclamé Journée mondiale de la liberté de la presse par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1993, à l'initiative de l'UNESCO. Cette Journée vise à célébrer chaque année les principes fondamentaux de la liberté de la presse, évaluer la liberté de la presse à travers le monde, défendre l'indépendance des médias et rendre hommage aux journalistes qui ont perdu leur vie dans l'exercice de leur profession.

Dans une déclaration commune rendue publique à l'approche de la Journée, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, et le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein ont déclaré : « Pour que la paix soit durable et que le développement soit durable, les droits humains doivent être respectés ».

« Chacun doit être libre de rechercher, de recevoir et de transmettre des connaissances et des informations sur tous les médias, en ligne et hors ligne », ont-ils dit. « Un journalisme de qualité permet aux citoyens de prendre des décisions éclairées quant au développement de la société. Il contribue également à dénoncer les injustices, la corruption et les abus de pouvoir ».

Burundi : l'ONU s'inquiète de l'escalade de la répression gouvernementale



1 mai - A l'occasion d'un point de presse à Genève, le porte-parole du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), Rupert Colville, s'est dit vendredi très préoccupé par l'escalade de la répression gouvernementale au Burundi à l'approche du lancement de la campagne présidentielle.

« Nous sommes profondément préoccupés par la série de mesures prises cette semaine par les autorités burundaises visant à limiter sévèrement l'exercice des droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique », a déclaré le porte-parole, mentionnant l'existence de

rapports « particulièrement alarmants » faisant état de tirs à balles réelles par les forces de sécurité et les services de renseignement du Burundi contre des manifestants.

Au cours des derniers jours, le Burundi a été le cadre d'une vague de morts violentes, d'arrestations arbitraires et d'intimidation, y compris contre des défenseurs des droits de l'homme, lors de manifestations déclenchées après la décision du parti au pouvoir, le Conseil national pour la défense de la démocratie–forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD), d'investir le président sortant Pierre Nkurunziza comme candidat à l'élection présidentielle qui aura lieu dans le pays le 26 juin prochain. L'opposition burundaise, estimant qu'une troisième candidature de M. Nkurunziza est anticonstitutionnelle, a appelé à manifester contre cette nomination, provoquant une vague de violence et de répression de la part des autorités contre les manifestants.

« Nous exhortons les autorités à faire en sorte que les normes internationales, notamment les principes de base des Nations Unies sur l'utilisation de la force et des armes à feu par des représentants de la loi, soient pleinement respectées », a déclaré M. Colville.

Selon le porte-parole, des centaines de personnes auraient été arrêtées depuis le début des manifestations et seraient actuellement détenues dans des conditions de surpopulation carcérale extrême, obligeant certains détenus à dormir debout.

« Les détenus ont également été battus, notamment sur leurs pieds et leurs fesses, et certains d'entre eux qui ont été libérés éprouvent désormais des difficultés à marcher en raison du passage à tabac », a déploré le porte-parole du HCDH.

A l'approche du lancement de la campagne électorale, qui doit commencer officiellement dans neuf jours, le HCDH a appelé les autorités à garantir la conduite d'élections libres et équitables, soulignant que l'imposition de restrictions à la presse, la

fermeture de stations de radio et la censure contre la couverture médiatique des manifestations ne parviendront pas à faire taire l'opposition.

Syrie : l'ONU annonce une série de consultations avec les parties au conflit à Genève



1 mai - L'Envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, entamera la semaine prochaine une série de consultations approfondies avec les parties prenantes au conflit syrien, a annoncé vendredi un porte-parole de l'Organisation.

M. de Mistura a convié « le plus grand nombre de parties possible » à des consultations sur la Syrie qui devraient avoir lieu le 4 mai prochain au siège de l'ONU à Genève, en Suisse, pour une période initiale de cinq à six semaines, a précisé le porte-parole dans une note aux correspondants de presse.

Ces consultations, a-t-il ajouté, fourniront l'occasion aux parties de s'exprimer sur la « situation désastreuse » en Syrie et de faire le point sur la mise en œuvre du Communiqué de Genève, trois ans après son adoption.

Selon le porte-parole, l'Envoyé spécial et son Envoyé spécial adjoint, Ramzy Ezzeldine Ramzy, mèneront ces consultations « à huit clos et séparément » avec chacune des parties.